

Références : 20230108\_UD4243\_EAR\_24\_007\_RAP  
Code AIOT : 0006112461

ST ETIENNE, le 08/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ISONAT SAS**

ZI Bonvert  
rue Barthélémy Thimonnier  
42300 Mably

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/01/2024 dans l'établissement ISONAT SAS implanté ZI Bonvert rue Barthélémy Thimonnier 42300 Mably. L'inspection a été annoncée le 04/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le Directeur du site ISONAT a informé l'inspection le 4 janvier 2024 à 8h45 d'un accident survenu sur le four de la ligne de production L7 pendant la nuit du 3 au 4 janvier 2024 (03h31 précisément). L'inspection s'est rendue sur site l'après-midi même pour effectuer les constats d'usage et envisager les suites en conséquence.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ISONAT SAS
- ZI Bonvert rue Barthélémy Thimonnier 42300 Mably
- Code AIOT : 0006112461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ISONAT, Groupe SAINT-GOBAIN, est spécialisé dans la fabrication de panneaux isolants rigides et souples à base de fibres de bois. Une autorisation environnementale pour l'extension des activités par ajout d'un défibreux et d'un séchoir supplémentaires en vue du fonctionnement simultané des deux lignes de production a été délivrée au site le 14 avril 2023.

L'incendie du 4 janvier 2024 s'est déclenché à 03h31 du matin dans le four de séchage de la ligne 7,

par une explosion assez spectaculaire (projection de flammes par les deux issues du four).  
Le visionnage de la vidéo de l'incident permet de connaître précisément l'heure de déclenchement du sinistre, l'explosion donne l'impression d'un retour de flammes de vapeurs inflammables.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'accident du 4 janvier 2024

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique hors fiches de constats**

Le site a connu plusieurs départs de feux à l'automne

- Septembre : erreur humaine – une plaque mal remise par opérateur

- Série de départs de feu de début octobre à début décembre : il a été compliqué de savoir ce qui se passait, puis un constat de défaut a été fait sur le ventilateur de la section 6 qui avait été changé début octobre. L'exploitant suspecte qu'il ne tournait pas correctement mais en l'absence de contrôle des vitesses de pales il n'a pas de certitude. Ce ventilateur a été changé le 11/12/2023

(Après l'incident du 5/12 les paramètres de ventilation en zone 6 ont été modifiées et finalement le ventilateur a été changé), il n'y a plus eu de départ de feu depuis (les courbes de températures de la section concernée sont revenues dans les standards). L'exploitant a aussi procédé à diverses opérations de maintenance (tôles des cellules changées par exemple).

Le contrôle de sécurité indique un arrêt du ventilateur, ce qui déclenche l'arrêt du brûleur et un défaut est signalé en supervision. Mais si les pales freinent ou ralentissent, il n'y pas d'arrêt du brûleur ce qui conduit à une montée en température et à un départ de feu.

Pour remédier à ce risque, l'exploitant a pour objectif de pouvoir assurer un suivi de l'atteinte de la consigne (objectif : état des lieux de la concordance entre consigne et et vitesse de rotation des ventilateurs) par la mise en place de pastilles et mesure au stroboscope des vitesses de rotation (janvier 2024).

Les actions de Prévention sont renforcées : nettoyage renforcé du four (1 fois par semaine) et flash tous les deux jours, amélioration de l'étanchéité du four et changement des plaques de fond des cellules du four

L'exploitant a également modifié la procédure d'évacuation des personnels.

Les différents organes de défense contre l'incendie sont opérationnels : Extinction par Déluge, RIA, extincteurs (tous remplacés sauf celui percuté auj)

### 2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident du 04/01/2024 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, articles 1.3.1 et 2.1.1	Information DDETS – Inspection du travail
2	Incident du 04/01/2024 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.1.3	Sans objet
3	Incident du 04/01/2024 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.1.1	Sans objet
4	Incident du 04/01/2024 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.4	Sans objet
5	Incident du 04/01/2024 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.4	Sans objet
6	Incident du 04/01/2024 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.4.1	Sans objet
7	Incident du	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	04/01/2024 à 3h00	article 8.5.4	

## 2-4) Ce qu'il faut retenir

Déroulement de l'accident :

Entre 18h30 et 0h00 le brûleur de la zone 3 est à l'arrêt semble t il car la température diminue (courbe de température étudiée par l'exploitant et montrée avec commentaire à l'inspection).

Le brûleur redémarre à 0h00 sans intervention (remontée de la température) puis s'arrête à nouveau à 2h45 (chute de la température).

A 3h27, arrêt de la ligne, le convoyeur s'arrête. Par sécurité les autres brûleurs s'arrêtent en 2/3 minutes, le T3 serait toujours à l'arrêt. La température remonte dans la zone 3 par homogénéisation de la température dans les différentes cellules du four en l'absence de convoyage de bande.

A 3h31, dans la minute du redémarrage, explosion en zone 3, qui se répand brutalement dans le four et sur ses côtés et par les bouches entrée et sortie.

L'explosion est entendue par salariés qui mettent en oeuvre les RIA. L'appel au SDIS42 suit, son intervention se fait avec avec 2 fourgons, 1 échelle, 16 pompiers dont COS. Il semble que la DECI a été activée environ 1/4 d'heure pour maîtriser l'incendie qui a suivi l'explosion.

Le départ de feu a eu lieu dans le four de la ligne LR7, avec absence de propagation aux autres installations de la ligne. Des fumées importantes se dégagent. Présence du Directeur de site dès 4h00. 3 pompiers sous ARI se sont engagés près de la ligne pour identifier l'origine des flammes. Ennuyage et dégarnissage ont été opérés par les pompiers et les personnels du site. La fin d'intervention des secours est notée à 5h00.

Le bassin a été obturé pour rétention des EEI.

## 2-5) Fiches de constats

N° 1 : Incident du 04/01/2024 à 3h00

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, articles 1.3.1 et 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Maîtrise des risques accidentels, conformité au dossier de l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> 1.3.1 Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. 2.1.1 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;</li> <li>- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li> <li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après</li> <li>- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;</li> <li>- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine</li> </ul>

archéologique.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a détaillé par présentation d'un diaporama les incidents survenus sur la ligne L7 à l'automne ; elle a connu plusieurs départs de feu, liés à la défaillance d'un ventilateur neuf dans le four. Ce ventilateur a été remplacé et le fonctionnement est redevenu normal depuis ce remplacement (11/12/2023), jusqu'à l'accident du 4 janvier 2024.</p> <p>La visite du site a permis de constater des dégâts apparents importants sur la structure du four, ses alimentations et équipements. Du fait de la répétition des incidents et de la nécessité pour l'exploitant de démontrer la maîtrise du process de fabrication sur la ligne L7, l'inspection propose en conclusion <u>la saisine de la DDETS (inspection du travail) et reste dans l'attente d'un rapport probant accompagné des expertises et des justificatifs appropriés permettant de garantir une reprise de production sans risque d'accident.</u></p> <p>En l'absence de conséquences environnementales, l'inspection ne propose pas de suites administratives en application du Code de l'environnement.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> information de la DDETS 42 – Inspection du travail</p>

**N° 2 : Incident du 04/01/2024 à 3h00**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté de l'installaton
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à divers départs d'incendie à l'automne 2023, l'exploitant a encore renforcé ses procédures de nettoyage du four : 1 nettoyage renforcé par semaine et 1 nettoyage flash tous les deux jours. Pour ce qui concerne le site en général, il a été noté la présence de plaquettes et rebuts de production sur la zone conduisant au bassin de rétention (à proximité du chapiteau de stockage des balles de rebuts). Ce secteur pourrait utilement être nettoyé lorsque l'ensemble des déchets liés à l'incendie du 4 janvier aura été évacué.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'eau présente dans le bâtiment était en cours de pompage, le four était en cours de nettoyage pour évacuer notamment tous les isolants abîmés par le feu, les zones de circulation étaient propres mais encore inondées pour certaines. L'explosion a provoqué une élévation notable de température (vraisemblablement jusqu'à 700-800°C) : les isolants ont brûlé, les tôles alu ont fondu par endroit, les tôles aciers sont déformées. De nombreux salariés étaient mobilisés pour le nettoyage du bâtiment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Incident du 04/01/2024 à 3h00**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des secours
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>
<b>Constats :</b>

Ce point n'a pas été recontrôlé mais l'échange avec le CODIS42 n'a pas donné lieu à signalement de difficulté d'accès particulière. Les secours sont arrivés très vite sur site (16 pompiers dont le commandant des opérations de secours, 2 fourgons, une échelle), ils le connaissent pour l'utiliser en exercice et entraînement et aussi du fait des différents incidents qui s'y produisent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** Incident du 04/01/2024 à 3h00

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;  
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

**Constats :**

Les moyens sont disponibles et les personnels entraînés à les mettre en oeuvre. Ainsi, dès l'explosion, selon la vidéo qui a enregistré l'accident et que l'inspection a pu visionner, les opérateurs ont actionné les RIA presque immédiatement, ce qui a permis de maîtriser la propagation des flammes en attendant l'arrivée des secours.

Les extincteurs utilisés lors des incidents de l'automne 2023 ont tous été remplacés. Un extincteur a été percuté par un employé quand une scorie incandescente a atteint une palette de panneaux emballée dans sa housse plastique, il sera changé sans délai.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 :** Incident du 04/01/2024 à 3h00

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

Ce point n'a pas été contrôlé spécifiquement mais les divers moyens disponibles (extincteurs, RIA, déluge...) ont été mis en service à cette occasion. Du fait des incidents récents et des risques propres à l'exploitation, la disponibilité et l'adéquation des moyens sont assurées par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Incident du 04/01/2024 à 3h00

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction

**Prescription contrôlée :**

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation et son volume ne devra pas être inférieur à 1935 m<sup>3</sup>. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

<b>Constats :</b> Le bassin de rétention du site a été obturé et les eaux d'extinction y sont confinées. Si la zone de rejets a paru singulièrement encombrée, l'eau du bassin dans son ensemble est plutôt claire.
<b>Observations :</b> <b>L'exploitant procède à une analyse de l'eau du bassin sur les paramètres pertinents et assure son élimination dans des conditions qui permettent de respecter les valeurs limites d'émission au milieu (en particulier filtration si la concentration en MEST est non conforme).</b> Il transmet les résultats d'analyses à l'inspection avec le plan d'action correspondant si nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 7 : Incident du 04/01/2024 à 3h00

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<b>Constats :</b> Ce point n'a pas été contrôlé spécifiquement mais le déroulé de l'accident montre que les consignes existent, sont connues et sont mises en œuvre par les employés et la Direction. Le Directeur de site a informé l'inspection dès le 4 janvier 2024 à 8h45 et s'est rendu disponible pour un contrôle du site le jour même.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite